



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

COM : Wallis et Futuna

Question au Gouvernement n° 2285

Texte de la question

CONTRÔLE DU DISPOSITIF D'AIDE À L'OUTRE-MER

M. le président. La parole est à M. Apeleto Albert Likuvalu, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Apeleto Albert Likuvalu. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre et concerne les affaires de fraudes en outre-mer, dont certaines ont été dénoncées dans le rapport de la Cour des comptes de février dernier. Ainsi, on peut retenir les affaires les plus importantes, notamment à l'île de la Réunion pour des fraudes à la défiscalisation industrielle, ou en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française pour des affaires similaires de fraudes à la défiscalisation immobilière.

À Wallis-et-Futuna, il s'agit de détournements de fonds destinés aux travaux du seul lycée du territoire et certains établissements scolaires. Il y a, en plus, les dossiers des ferries et bateaux immatriculés à Wallis-et-Futuna. Dans un cas, les engagements n'ont pas été respectés par les représentants locaux de l'État qui, rappelons-le, sont encore aujourd'hui à la tête de l'exécutif à Wallis-et-Futuna. Dans l'autre, les armateurs ont fait de fausses déclarations sur l'immatriculation des navires et sur la fiscalité.

Toutes ces affaires ont comme dénominateur commun des défaillances de l'État, tant dans les prises de décisions que dans le contrôle des financements et le suivi *a posteriori* des dossiers.

Monsieur le Premier ministre, une telle situation est inacceptable au sein de la République. Il n'est pas admissible que de tels agissements, qui ternissent l'image de l'outre-mer, ne soient pas sanctionnés.

Le système de défiscalisation, qui a fait ses preuves en permettant de financer à hauteur de 25 à 30 % des investissements dans le cadre d'activités productives, ne doit pas être remis en cause.

Aussi mes questions sont-elles simples : comment mieux encadrer et contrôler le système de défiscalisation pour faire cesser de telles pratiques d'un autre temps ? Quelles mesures concrètes entendez-vous prendre pour que les responsables de telles fraudes ne restent pas impunis ? Enfin, que comptez-vous faire pour rétablir l'état de droit en outre-mer, et notamment à Wallis-et-Futuna ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'outre-mer.

Mme Marie-Luce Penchard, *ministre chargée de l'outre-mer*. Tout d'abord, je voudrais indiquer que les aides à l'outre-mer ont permis de soutenir le développement économique et en particulier les secteurs d'activité prioritaires. Cet outil est indispensable pour poursuivre la volonté, qui a été celle de nombreux gouvernements, de faire en sorte que l'outre mer puisse développer son activité et assurer son développement endogène.

La loi pour le développement économique de l'outre-mer a proposé des réajustements, notamment au niveau de la défiscalisation, et nous avons corrigé les effets pervers en particulier sur la question du logement, puisque l'effort a porté essentiellement sur le logement social. C'est grâce à l'outil de défiscalisation et à la ligne budgétaire unique que nous pouvons réaliser nombre d'opérations de construction de logements sociaux. Pour autant, vous avez raison, monsieur le député, il faut pouvoir contrôler cet outil de défiscalisation, en particulier à Wallis-et-Futuna, mais je ne voudrais pas me prononcer sur des affaires en cours sur lesquelles il ne m'appartient pas de porter un jugement. Simplement, je veux vous dire qu'au sein de mon ministère, la direction générale en charge de l'outre-mer va effectuer très prochainement des contrôles *a priori* et *a posteriori* pour faire en sorte que cet outil nécessaire à l'outre-mer soit efficace et ne soit pas remis en cause pour ne pas

ternir l'image de nos territoires et de nos collectivités.

S'agissant de Wallis-et-Futuna, je compte sur vous, monsieur le député, pour contribuer à faire en sorte que l'on retrouve un climat serein de manière à régler les vraies questions qui se posent à Wallis-et-Futuna. Je pense notamment à la construction du lycée et à d'autres mesures nécessaires. J'aurai l'occasion de m'entretenir avec vous lorsque nous allons aborder l'accord particulier à Nouméa la semaine prochaine. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Apeleto Albert Likuvalu](#)

Circonscription : Wallis-et-Futuna (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2285

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 mai 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 mai 2010